



HAL
open science

La (dé)mesure d'une ambition. Les chiffres socialistes au service de la construction du Bloc

Simon Godard

► To cite this version:

Simon Godard. La (dé)mesure d'une ambition. Les chiffres socialistes au service de la construction du Bloc. Fabien Cardoni; Anne Conchon; Michel Margairaz; Béatrice Touchelay. Chiffres privés, chiffres publics. XVIIe-XXIe siècle. Entre hybridations et conflits, Presses Universitaires de Rennes, pp.159-176, 2022, Histoire, 978-2-7535-8649-9. halshs-03841336

HAL Id: halshs-03841336

<https://shs.hal.science/halshs-03841336>

Submitted on 16 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA (DE)MESURE D'UNE AMBITION : LES CHIFFRES SOCIALISTES AU SERVICE DE LA CONSTRUCTION DU BLOC.

Endossant les conclusions posées dès les années 1920 par Ludwig von Mises dans le débat sur le calcul économique du socialisme, l'économiste Christian von Hirschhausen affirmait en 1996 :

« Dans le socialisme, la coordination de la production et les liens entre la production et les besoins ne sont *pas* pensables en dehors du contexte politico-étatique ; d'ailleurs, le socialisme *lui-même* ne les définit pas en dehors de ce contexte. *Le socialisme est incompatible avec la pensée économique* »¹.

Si le rapport de l'URSS et des démocraties populaires à la monnaie est bien problématique, Marx n'en a jamais prôné l'abolition comme condition du passage à une économie socialiste². Par ailleurs, le postulat selon lequel il n'y a pas d'économie sans dissociation d'une sphère de la production et de l'échange de la sphère sociale ou politique, est réducteur. La pensée simultanée d'objectifs économiques, sociaux et politiques dans le socialisme constitue au contraire le fondement d'une économie morale dotée de ses normes, de valeurs et d'une forme de rationalité qui diverge de celle de l'économie politique du capitalisme³.

Cette rationalité, qui défie la prétention de la science économique occidentale à une extraction du champ des sciences sociales à travers la mathématisation de la discipline à compter des années 1930⁴, a longtemps produit l'image publique de socialistes incapables de compter. Une célèbre affiche de propagande soviétique de 1931, encourageant la réalisation du premier plan quinquennal en quatre ans, affirmait ainsi « $2+2 = 5$ »⁵, tandis qu'une chanson populaire de 1973 faisait résonner dans les foyers roumains le refrain « le plan quinquennal en quatre ans et demi »⁶. Si le calcul posé par l'artiste Iakov Guminer semble erroné, « l'arithmétique d'un contre-plan » qu'annonce l'affiche de 1931 ajoute cependant, sous l'équation $2+2$, le texte : « plus l'enthousiasme des travailleurs », pour parvenir à 5 comme résultat. La logique économique des régimes socialistes fait ainsi sens dans un système révolutionné, au sein duquel la mobilisation politique de la société est un facteur considéré comme quantifiable, entrant dans le calcul économique.

Cette magie du chiffre socialiste, prétendument déformé par l'idéologie, est restée une idée politique, qui sert l'affrontement de guerre froide. L'image académique de ces chiffres est plus nuancée et, dès les années 1970, les statisticiens occidentaux estiment disposer de bonnes connaissances sur le monde socialiste, en dépit de systèmes statistiques différents⁷.

C'est sur cette période de la guerre froide que se propose de revenir cette contribution. Si l'on peut donner raison à Christian von Hirschhausen quand il indique que les régimes socialistes ont fait disparaître la quantification de la valeur marchande des biens et services comme outil de

¹ Christian von Hirschhausen, *Du combinat socialiste à l'entreprise capitaliste*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 46. Les italiques sont soulignées par l'auteur lui-même.

² Jonathan Zatlín, « Renverser l'alchimie. Le rôle de l'argent dans la RDA de Erich Honecker », in : Nadège Ragaru *et al.*, *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme*, Paris, Karthala, 2010, p. 143-174.

³ Didier Fassin, « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2009/6, p. 1237-1266.

⁴ Timothy Shenk, Timothy Mitchell, « Les savoirs de l'économie », in : Dominique Pestre (dir.), *Histoire des sciences et des savoirs*, Paris, Seuil, 2015, tome 3, p. 233-251.

⁵ [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Yakov_Guminer_-_Arithmetic_of_a_counter-plan_poster_\(1931\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Yakov_Guminer_-_Arithmetic_of_a_counter-plan_poster_(1931).jpg), consulté le 31 janvier 2019.

⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=LL3jjXLK1D8>, consulté le 18 janvier 2019.

⁷ Vladimir G. Treml, John P. Hardt (dir.), *Soviet Economic Statistics*, Durham, Duke University Press, 1972, p. 4.

planification de la production à l'intérieur de leurs frontières⁸, la réflexion sur la valeur marchande des marchandises est réactivée par l'insertion dans différents réseaux de commerce internationaux. Après 1945, ces échanges économiques ne sont plus seulement le fait d'accords entre États, mais de plus en plus structurés par l'action d'organisations internationales. Celles-ci participent de leur développement à travers la mise en place de zones économiques toujours plus intégrées, l'harmonisation des méthodes de quantification des processus économiques et la mise en circulation de statistiques⁹. Le projet politique qui sous-tend ces rapprochements économiques est bien connu, et les statistiques constituent une arme dans la confrontation des internationalismes, libéral et socialiste, dans la guerre froide¹⁰.

Le Conseil d'Aide Économique Mutuelle (CAEM), fondé en 1949 pour répondre au plan Marshall à l'Est et construire une économie-monde socialiste – ouverte sur les échanges internationaux mais intégrant d'abord l'URSS et les démocraties populaires – constitue ici un laboratoire d'observation des effets du passage à l'international des chiffres produits par les économies socialistes. L'ambition démesurée de construire un bloc géopolitique adossé à une économie-monde alternative au système capitaliste ne doit cependant pas conduire à chercher à valider ou invalider dans l'analyse historique de ce projet l'existence d'une métrologie réaliste. Au-delà l'illusion du questionnement sur la vérité statistique¹¹ des chiffres socialistes, c'est la mise en place de mécanismes de quantification des processus économiques – pilotés par des acteurs publics, dans des économies centralement planifiées et largement marquées jusqu'en 1989 par une culture du secret – à l'échelle internationale qui sera ici étudiée. Cette quantification repose sur « une série de conventions préalables, de négociations, de compromis, de traductions, d'inscriptions, de codages et de calculs conduisant à la mise en nombre »¹².

Il s'agit donc de voir comment l'apparition d'un nouvel acteur, le CAEM, influence la quantification du développement dans le monde socialiste et comment l'analyse de son action permet d'interroger l'altérité des chiffres dits socialistes. Après avoir présenté les déterminants de la prise de conscience, parmi les États membres du CAEM, de la nécessité de parvenir à une méthode de quantification économique commune, on interrogera les enjeux du secret qui entoure en partie les chiffres qui circulent dans l'organisation internationale. Enfin, il s'agira d'analyser l'échec du projet de chiffres *socialistes* et son influence sur la longue déstabilisation de l'idée de « bloc de l'Est ».

1. Une quantification nécessaire à la mise en place de l'économie-monde socialiste
- *Un système socialiste spécifique, distingué par ses chiffres mais mal intégré*

La standardisation et l'universalisation par l'ONU au début des années 1950 de nouveaux systèmes comptables définis par les Occidentaux a un effet direct sur le monde socialiste. La systématisation de l'usage du Produit Intérieur Brut (PIB) comme indicateur de développement économique après 1945¹³, de même que la formalisation d'un système harmonisé de comptabilité nationale avec la légitimation par l'ONU du *System of National Accounts* (SNA) en 1953 – qui s'oppose au *Material*

⁸ Christian von Hirschhausen, *Du combinat socialiste à l'entreprise capitaliste*, op. cit., p. 21.

⁹ Michael Ward, *Quantifying the World. UN Ideas and Statistics*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

¹⁰ Sandrine Kott, « Cold War Internationalism », in : Glenda Sluga, Patricia Clavin (dir.), *Internationalisms : A Twentieth-Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 340-362.

¹¹ Alain Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993.

¹² Alain Desrosières, Sandrine Kott, « Quantifier », *Genèses*, 2005/1, n° 58, p. 2.

¹³ Dirk Philippsen, *The Little Big Number: How GDP Came to Rule the World and What to Do about It*, Princeton, Princeton University Press, 2015.

Product System (MPS) soviétique adopté par les démocraties populaires en 1969¹⁴, font paraître anormaux les chiffres produits dans les pays socialistes, au regard des nouveaux usages internationaux. Les rapports ambigus entre soviétologie et services secrets, qui produisent leurs propres chiffres sur le développement du monde socialiste, renforcent ce discours occidental de l'anormalité¹⁵. Celle-ci paraît double. Une critique technique dénonce d'abord la « mauvaise » construction des statistiques socialistes et leur incomparabilité avec celles occidentales, tandis qu'une critique politique dénonce la manipulation de chiffres servant un discours politique, et ne décrivant pas la réalité des rapports économiques. Les pays socialistes se distinguent alors du monde occidental en proposant des chiffres principalement issus du secteur public, tout en restant paradoxalement peu « publics », leur publicité étant limitée à ceux confirmant le discours politique sur le succès du modèle socialiste.

La statistique socialiste appréhende une véritable économie *politique*, au sens où elle incorpore des coûts induits par des décisions politiques dans sa quantification des processus de production et d'échange de biens et de services. Dans le monde socialiste, l'entreprise est la matrice politique du monde nouveau et un acteur de premier plan du processus de redistribution sociale voulue par le régime¹⁶. Il est donc normal que ces statistiques incluent dans la planification des coûts de revient de la production et des prix de vente le coût de l'investissement imposé par l'État aux entreprises dans des fonds sociaux et culturels qu'elles sont chargées de gérer. Ces différences méthodologiques, qui altèrent le calcul de la valeur ajoutée produite, du revenu national brut ou de la valeur des investissements productifs, tel qui est mené en Occident, n'entravent que la comparabilité des statistiques socialistes et occidentales.

Si le secret produit par ces techniques de quantification économique isole le monde socialiste de ses partenaires et concurrents occidentaux et le constitue en monde économique *en soi*, il ne suffit pas à lui donner une unité *pour lui-même*. Au sein même du monde socialiste cohabitent deux systèmes de planification articulés mais en partie autonomes. Le plan de développement de l'économie nationale et le plan de commerce extérieur forment deux guides distincts de la politique économique de chaque État membre du CAEM. Les entreprises qui produisent les marchandises exportées n'ont pas l'autorisation de les vendre elles-mêmes et doivent passer par des organisations de commerce extérieur spécifiques¹⁷. Dès lors, la planification des prix de vente dans l'espace national et celle des prix à l'export divergent aussi. C'est dans le commerce international, que le CAEM a pour mission de dynamiser, que réapparaît dans le monde socialiste une réflexion sur la valeur marchande de la marchandise. Celle-ci doit être déterminée précisément pour équilibrer le plan de commerce extérieur, sans déséquilibrer le plan intérieur et en tenant compte de la non convertibilité des monnaies des États socialistes ainsi que de l'absence de taux de change officiels. Ces difficultés comptables donnent paradoxalement une première impulsion à la coopération internationale en matière de production et d'échange d'indicateurs quantitatifs sur les économies

¹⁴ André Vanoli, *A History of National Accounting*, Amsterdam, IOS Press, 2005, p. 101-102.

¹⁵ Voir le chapitre « The CIA's Assessment of the Soviet Economy » dans Nicholas Eberstadt, *The Tyranny of Numbers. Mismeasurement and Mistrule*, Washington, The AEI Press, 1995, p. 136-149 ; et le n°3, vol. 11 de la revue *Post Soviet Affairs* (anciennement *Soviet Economy*) de 1995 consacré à l'analyse par la CIA de l'économie soviétique.

Pour la réfutation par la CIA de l'idée d'une présentation erronée des évolutions de l'économie soviétique (en particulier pour la période des années 1970 et 1980), voir <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/books-and-monographs/cia-assessments-of-the-soviet-union-the-record-versus-the-charges/tyran.html> consulté le 21 janvier 2019.

¹⁶ Sandrine Kott, *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001, p. 75-99.

¹⁷ Ralf Ahrens, *Gegenseitige Wirtschaftshilfe : Die DDR im RGW*, Cologne, Schriften des H. Arendt Instituts für Totalitarismusforschung, 2000.

membres du CAEM. L'organisation internationale est d'abord chargée de mettre en place un système de clearing bilatéral en 1950, qui devient multilatéral en 1957, afin de fluidifier les échanges entre États membres¹⁸. Celui-ci est transformé en 1963 avec l'adoption d'une unité de compte commune – le rouble transférable – et la création d'une première Banque de coopération économique chargée d'assurer la compensation financière de ces échanges. Le CAEM devient l'acteur d'une nouvelle quantification socialiste en 1958 quand ses membres adoptent le principe de « prix-CAEM ». Calculés pour cinq ans sur la base de la moyenne des prix du marché mondial des cinq années précédentes, ces prix appliqués dans le commerce entre l'URSS et les démocraties populaires constituent les premiers chiffres internationaux socialistes produits par le Conseil. Leur mode de calcul révèle le lien persistant entre chiffres occidentaux (prix sur le marché mondial) et socialistes¹⁹.

Afin d'induire une dynamique plus autonome dans cette coopération statistique, les États membres fondent en 1959 une commission permanente pour les questions économiques. Celle-ci se donne trois priorités, toutes liées à la production d'indicateurs quantitatifs sur les économies socialistes. Elle cherche d'abord à développer un système autonome de calcul des prix des échanges entre États membres (*eigene Preisbasis*), ainsi qu'un mécanisme de calcul et de comparaison des revenus nationaux d'une part, et des niveaux de productivité du travail et du rendement des investissements d'autre part²⁰. Ces travaux d'harmonisation statistique visent à promouvoir l'autonomie de l'économie-monde socialiste (détachée des prix du marché mondial dans la détermination de la valeur des marchandises qui s'y échangent) et son altérité (à travers la comparabilité de statistiques spécifiquement socialistes).

Ces priorités sont qualifiées par la commission de « problèmes fondamentaux » et les limites des chiffres socialistes alors disponibles bien identifiées. Ceux-ci ne permettent encore de comparer que les rythmes d'évolution en pourcentage des principaux agrégats du revenu national – et non leur valeur absolue, dans des comparaisons bilatérales avec l'URSS – et non multilatérales, et comportent de nombreuses estimations qui rendent les statistiques peu fiables. En 1963, le CAEM est incapable de prouver scientifiquement aux États membres l'utilité de la coopération économique internationale, et regrette que les chiffres à sa disposition ne puissent servir de base à une coordination efficace des plans quinquennaux pour la période 1966-1970.

- *Vers une prise de conscience du besoin d'indicateurs socialistes communs*

C'est le passage d'une simple information réciproque sur les plans annuels de commerce extérieur à une véritable coordination des plans quinquennaux au CAEM à partir de 1955²¹, ainsi que l'ouverture en 1957 d'une négociation menant en 1961 à l'adoption des « principes de base de la division internationale socialiste du travail » qui relancent le débat sur le besoin de chiffres socialistes comparables à l'échelle internationale.

En octobre 1958, une réunion d'experts mandatés par la commission permanente pour les questions économiques du CAEM élabore ainsi une « méthode comparative de calcul des

¹⁸ Jozef van Brabant, *Economic Integration in Eastern Europe. A Handbook*, New York, Londres, Toronto, Harvester Wheatsheaf, 1989, p. 57.

¹⁹ Françoise Lemoine, « Les prix des échanges à l'intérieur du Conseil d'aide économique mutuelle », in : OTAN-Direction des affaires économiques, *Comecon : progrès et perspectives*, Bruxelles, 1977, p. 135-176.

²⁰ Archives fédérales allemandes (désormais BArch), BArch DE100-199, *Bericht über die Verwirklichung der Beschlüsse der Beratung der Vertreter der Kommunistischen und Arbeiterparteien der Teilnehmerländer des RGW sowie der 16. RGW-Tagung in der Ständigen Kommission für ökonomische Fragen*, 30.3.1963.

²¹ Françoise Lemoine, *Le COMECON*, Paris, PUF, 1982, p. 102-103.

indicateurs de production et d'utilisation du revenu national ». Simple solution technique, elle « ne prévoit pas de modification des méthodes [statistiques] employées dans ces États »²². L'organisation internationale se satisfait donc de la production de chiffres dérivés des statistiques nationales, qui objectivent l'économie-monde socialiste et la pertinence des échanges à son échelle, sans imposer une harmonisation supranationale des méthodologies statistiques propres à chaque État (calcul du revenu national selon la méthode par entreprises en RDA, et non par branche comme dans le reste des États membres du CAEM par exemple²³).

Ces chiffres socialistes à l'échelle du CAEM deviennent indispensables à partir de 1961, quand le tournant de la division internationale socialiste du travail conduit l'organisation à proposer une spécialisation progressive des productions nationales. Celle-ci est supposée faire bénéficier l'ensemble des États membres d'économies d'échelles leur garantissant une production à moindre coût, de meilleure qualité, ainsi qu'un bon approvisionnement. Pour ce faire, les partenaires doivent pouvoir s'accorder une confiance réciproque, largement construite sur la crédibilité des statistiques échangées. Dès 1956, alors que les premières négociations sur la spécialisation prévoient d'attribuer la production pour l'ensemble du bloc des bus de 4 tonnes à la Hongrie et ceux de 7 tonnes à la Tchécoslovaquie, le gouvernement de Prague exigeait par exemple des garanties chiffrées de volume de production et d'export avant d'engager la transformation coûteuse de l'appareil productif national²⁴.

Ces dépenses dans des productions similaires sont critiquées par le secrétariat du CAEM depuis 1954 :

« L'efficacité de ces efforts a toutefois été réduite par le fait d'un parallélisme injustifié dans le développement de certaines branches de l'économie nationale (...) sans considération des capacités disponibles dans les autres démocraties populaires et en URSS. (...) Partant, le Conseil décide :

1. De considérer comme opportun de contribuer à des accords communs sur les plans d'investissement (...) et à la coordination de ces plans avec ceux de l'URSS dès que (...) leur coût dépasse les sommes suivantes (...) »²⁵.

En laissant ensuite vierge les montants indiqués en millions d'unités des différentes monnaies des États membres, l'organisation internationale n'impose pas la production de statistiques économiques communes, mais elle exerce une réelle pression politique – à travers la mise en avant d'une rationalité économique – pour la mise en circulation d'indicateurs chiffrés sur les principaux projets de développement des économies socialistes. Au prisme de la coordination internationale des investissements productifs, c'est un réel approfondissement du système d'échange entre pays socialistes de chiffres sur l'économie que promeut le CAEM, dans l'intérêt économique de l'URSS et des démocraties populaires et dans son propre intérêt politique, pour exister en tant qu'acteur incontournable de l'organisation de leur compétitivité dans la guerre froide.

- *Les années 1970 et la complexification des chiffres socialistes au CAEM*

²² BArch DE1-3373, *Protokoll über die Expertentagung zur Frage der Ausarbeitung der vergleichenden Berechnungsmethode*, 13-17.10.1958, p. 4.

²³ *Idem.*, *Bericht über die Beratung von Experten über die Ausarbeitung einer Methodologie des Vergleichs der Nationaleinkommen*, p. 1-2.

²⁴ BArch DE1-21916, *Empfehlungen der Kommission der Staatlichen Plankommissionen über Fragen der Plankoordination für 1956-1960*, 14.5.1956.

²⁵ BArch DE1-21804, *Über Maßnahmen zur Abstimmung der Pläne der Teilnehmerländer auf dem Gebiete der Investitionen*, 2.6.1954, f. 20-21.

Si l'idée d'investissements communs est évoquée dès le milieu des années 1950 pour contrôler le gaspillage de ressources financières limitées en cette période de reconstruction, leur sens évolue dans les années 1960 et 1970. Au début des années 1960, il s'agit d'accompagner la spécialisation internationale, notamment en partageant les coûts d'aménagement industriel de territoires transfrontaliers intégrés depuis le XIX^{ème} siècle ou l'entre-deux-guerres, comme la frontière entre la Bohême et la Saxe²⁶. À compter de l'adoption par le CAEM du « programme global » en 1971, qui prévoit désormais l'intégration des économies membres, la réalisation d'investissements communs prend une autre dimension. Ceux-ci visent la sélection des territoires les plus performants et la mise en réseau de productions à une plus grande échelle, afin d'accompagner dans les pays socialistes une nouvelle révolution industrielle qui s'appuie sur les technologies de pointe.

Plusieurs États membres s'associent ainsi pour participer – financièrement ou par des contributions matérielles – à la construction d'usines ou d'infrastructures de transport modernes dont ils se partagent ensuite la production ou l'usage à proportion de leur contribution. Si la RDA exprime son intérêt pour la construction en commun d'usines de traitement des métaux non ferreux ou de production de fibres synthétiques²⁷, les plus importants projets concernent la construction du gazoduc reliant Orenbourg dans l'Oural à l'Europe centrale au milieu des années 1970 ou celle de centrales nucléaires, en République soviétique d'Ukraine ou dans les démocraties populaires²⁸.

Ces coopérations nécessitent la production et l'échange de chiffres extrêmement précis. Pour ce qui concerne la coopération dans le domaine de la production d'équipements pour les centrales nucléaires, la RDA s'oppose ainsi en 1979 à l'URSS et à la Tchécoslovaquie (pays producteurs), qui réclament des prix plus élevés qu'auparavant, calculés par équipement et non dérivés d'un coût total d'achat d'une centrale « clés en main ». Berlin demande à ce que le coût total des équipements ne puisse dépasser le coût total moyen des équipements d'une centrale occidentale ramené au kWh produit²⁹. S'il s'agit ici de payer un équipement acheté à un partenaire, il peut parfois être question de valoriser la participation à une construction commune. La RDA est ainsi responsable, comme toutes les démocraties populaires à l'exception de la Roumanie, de la construction d'un tronçon de 550 des 2800km du gazoduc Orenbourg. Elle négocie avec ses partenaires le coût des intrants (tuyaux, compresseurs, etc.), la valorisation du travail des 5000 ouvriers à envoyer sur le chantier, l'achat d'un brevet américain. Cet investissement est accordé au regard du prix-CAEM du gaz dû à l'URSS et d'un taux d'intérêt de 2% concédé par Moscou pour l'aide apporté, qui garantit en retour à la RDA un volume et une durée d'approvisionnement en gaz³⁰.

Des chiffres circulent donc entre pays socialistes sur les besoins de marchandises en volume, leur prix, la valeur du travail d'ouvriers, l'intérêt attendu des investissements. Ces prix sont toutefois exprimés dans des monnaies non convertibles. Le CAEM joue alors un rôle important dans la conclusion d'accords internationaux à long terme en rendant crédible et possible leur utilisation dans les calculs des organismes nationaux au plan. Le rouble transférable – unité de compte commune introduite en 1963 et gagée théoriquement sur l'or, avec le même titrage que le rouble russe – permet une conversion indirecte des prix donnés par chaque gouvernement dans sa

²⁶ BArch DH 2 – 21060, Teil 1, *Protokoll und Anlagen der 6. Tagung der Ständigen Kommission Bauwesen*, 21-26.3.1961, f. 31

²⁷ BArch DE1-21916, *Probleme des 2. Fünfjahrplans*, 30.11.1957, p. 4.

²⁸ Sonja D. Schmid, « Nuclear Colonization?: Soviet Technopolitics in the Second World », in : Gabrielle Hecht (éd.), *Entangled Geographies. Empire and Technopolitics in the Global Cold War*, Cambridge, MIT Press, 2011, p. 125-154.

²⁹ BArch DE1-56630, *Information über die 30. Tagung des Büros des RGW-Planungskomitees*, 5.3.1979, p. 1-4.

³⁰ Archives des partis et organisations de masses de la RDA, archives du SED (désormais SAPMO-BArch), SAPMO-BArch DY30-13866, *Information über eine Tagung des Planungskomitees*, 1.11.1973, f. 11-15.

participation à un projet commun. La RDA convertit ainsi le prix en marks de ses marchandises en valutamark, unité de compte utilisée pour exprimer leur prix sur le marché international, puis en roubles transférables. À chaque étape de cette conversion correspond non un véritable taux de change, mais un coefficient de conversion gardé secret par le régime. Celui-ci varie dans le monde socialiste en fonction des types de produits (afin de décourager ou d'encourager leur exportation ou leur importation) et même en fonction des pays d'export et de la devise dans laquelle se font les échanges avec l'Occident³¹. Ainsi, au-delà de l'anormalité apparente des indicateurs statistiques socialistes au regard des normes occidentales, c'est la dimension de secret intrinsèque de ces chiffres – et en particulier des prix – qui semble rejeter le bloc socialiste dans une altérité insurmontable.

2. Le CAEM et la révélation partielle des secrets des chiffres socialistes

- *Instaurer une confiance réciproque*

Le caractère secret longtemps attribué aux chiffres produits par les économies socialistes prend deux aspects principaux. Il reflète tout d'abord de la longue incapacité des pays socialistes à fournir des indicateurs en valeur absolue sur la situation de leurs économies. En 1963, la commission permanente du CAEM pour les questions économiques déplore n'avoir pu « comparer jusqu'alors que des tempo d'évolution et des parts en pourcentage » des principaux agrégats des comptes nationaux³². Plus qu'une incapacité, cette absence de volonté de transparence se prolonge ensuite lorsque des indicateurs plus précis commencent à circuler, à travers l'échange d'informations en volume plutôt qu'en valeur.

Ces indicateurs, qui correspondent bien à l'idéologie de la tonne répandue en URSS et dans les démocraties populaires dans les années 1950, qui freine les investissements productifs dans de nouvelles technologies, constituent pour les spécialistes un moindre mal. Les statisticiens occidentaux soulignent même la pertinence des statistiques socialistes en volume et leur plus grande proximité avec la réalité du développement des économies du CAEM que les pourcentages de croissance de la production ou du revenu national que celles-ci font circuler.

Dans les pays socialistes eux-mêmes, économistes, planificateurs et statisticiens savent combien le secret recherché par les régimes aboutit à la production d'un écran de fumée entravant leur travail³³. Pourtant, la question essentielle pour ces spécialistes n'est pas d'abord celle du degré de véracité des chiffres sur les taux de croissance ou de réalisation des objectifs du plan. L'enjeu principal est de parvenir à travailler sur des données quantitatives stables à moyen et long terme. Dans ce contexte, la coopération économique internationale organisée par le CAEM a un rôle à jouer dans le développement de méthodes de calcul communes garantissant aux partenaires une confiance réciproque et la stabilité des mécanismes de régulation de leurs échanges.

Pour garantir cette stabilité tout en maintenant un niveau minimal de secret exigé par le pouvoir socialiste à Moscou et dans les démocraties populaires, le secrétariat du CAEM propose aux États membres d'élaborer une base de calcul autonome des prix des marchandises qu'ils échangent sur la scène internationale. Le calcul des prix-CAEM, aligné depuis 1958 sur la moyenne des prix sur le marché mondial capitaliste, assure certes une certaine stabilité des indicateurs de prix dans l'élaboration d'une offre de produits (les prix étant stables pour cinq ans), mais il reste dépendant

³¹ Claus Köhler, *Geldwirtschaft*, vol. 2, Berlin, Duncker & Humblot, 1979, p. 328-330.

³² BArch DE100-199, *Bericht über die Verwirklichung...*, p. 4.

³³ Les statisticiens des pays socialistes eux-mêmes, particulièrement à partir de la *perestroïka*, dénoncent le caractère trompeur des chiffres officiels publiés depuis 1945, cf. François Seurot, *Le système économique de l'URSS*, Paris, PUF, 1989, p. 308-315.

des marchés capitalistes et des aléas de leurs évolutions. Dès 1964, trois méthodes de quantification des prix-CAEM, à partir uniquement de données socialistes, sont élaborées par les délégations bulgare, roumaine, polonaise et hongroise à la commission pour les questions économiques. Ces différentes propositions offrent toutes de calculer ces valeurs d'échange des marchandises dans le « marché mondial socialiste sur la base des prix de revient – corrigés des éléments de bénéfice net sur les coûts des matériaux [employés] à toutes les étapes de la production »³⁴. Le CAEM institue donc une circulation de données quantifiées sur les économies membres dont l'usage dans les processus de planification (tant à l'échelle nationale que du commerce international de chaque pays avec ses partenaires de l'économie-monde socialiste) garantit la crédibilité à moyen terme des plans. La confiance acquise autorise alors l'apparition de dérogations au système commun, qui renforcent le caractère politique et secret des chiffres de l'organisation internationale. Celle-ci développe en effet des « prix de stimulation », par lesquels les États membres peuvent accepter volontairement de déroger aux valeurs d'échange péniblement – mais rigoureusement – calculées pour les marchandises importées et exportées entre eux. Supérieurs aux prix-CAEM, ces prix de stimulation doivent rester secrets car ils révèlent à la fois le manque d'attractivité du marché socialiste pour certains produits dont les cours sur le marché mondial seraient plus rémunérateurs, mais aussi l'incapacité des pays importateurs et exportateurs de ces produits à ajuster leur plan national à partir des prix communément acceptés au CAEM. En levant le secret sur les déséquilibres de chaque partenaire de l'échange, le CAEM favorise l'ajustement quantitatif de leurs attentes et fluidifie le commerce entre États socialistes. Cuba, membre du CAEM depuis 1972, négocie un tel prix de stimulation pour ses exportations de sucre vers ses partenaires pour la période 1976-1980 et réclame un accord au moins aussi avantageux pour 1981-1985. L'île, qui représente alors 25% des exportations mondiales de sucre³⁵, bénéficie avec les pays socialistes d'un prix supérieur aux cours mondiaux, à défaut duquel elle pourrait détourner ses exportations vers le marché capitaliste, alors que de nombreux États membres, comme la RDA, signalent leur intérêt pour une augmentation de leurs importations de sucre cubain. Si l'URSS et ses alliées européennes insistent pour revenir au prix-CAEM normal (donc inférieur) après 1980, elles acceptent un prix de stimulation pour leurs importations de citrons cubains, ainsi qu'un crédit avantageux destiné à financer l'amélioration technique des récoltes de citrons (2% sur 15 ans, le remboursement commençant cinq ans après l'attribution du prêt)³⁶.

Construire la confiance entre pays socialistes sur les données économiques quantitatives échangées entre États membres du CAEM se fait-il alors au détriment de la coopération avec l'Occident et au prix d'un renforcement du secret politique pesant sur les chiffres socialistes ? La coopération efficace menée dans les années 1970 entre l'*Economic Commission for Europe* de l'ONU et le CAEM dans le développement d'une clé de comparaison des statistiques sur le revenu national et le commerce extérieur³⁷, ainsi que l'échec du système de calcul autonome des prix-CAEM révèlent le contraire. En 1975, sous pression de l'URSS qui vend à perte son pétrole et son gaz aux démocraties populaires depuis le choc pétrolier, le calcul des prix-CAEM est révisé et ceux-ci, toujours dérivés de la moyenne des prix du marché mondial des cinq années précédentes sont désormais réajustés

³⁴ BArch DE1-49262, *Gemeinsamer Bericht über die gemeinsame Tagung der Ständigen Kommission für Außenhandel und ökonomische Fragen des RGW*, Anlage 5, 1.7.1963, p. 1.

³⁵ Françoise Lemoine, *Le COMECON*, *op. cit.*, p. 69.

³⁶ BArch DE1-56630, *Direktive für das Auftreten des Vertreters der DDR auf der 29. Tagung des Büros des Planungskomitees des RGW*, 10.5.1979, p. 1-4.

³⁷ Simon Godard, « Les calculs intéressés de la guerre froide », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 65-4, 2018, p. 33-58.

chaque année et plus fixés pour une période de cinq ans. L'économie-monde socialiste s'aligne ainsi toujours plus sur les chiffres issus d'un marché dominé par les économies capitalistes.

- *Transparence : la problématique de la véracité des chiffres socialistes*

Si la révision du calcul des prix-CAEM en 1975 accroît leur transparence pour les pays occidentaux, il ne faut pas se méprendre sur la réelle capacité des pays socialistes à échanger entre eux, dès les années 1950, des informations chiffrées honnêtes sur leur niveau de développement. En 1958, l'Albanie informe ainsi ses partenaires du CAEM, dans un document confidentiel, que si elle a engagé la mise en place d'une statistique nationale respectant les normes minimales d'harmonisation définies par le Conseil en 1956, le pays fait encore face à d'importantes difficultés pour produire des indicateurs quantitatifs fiables pour ses partenaires. Le gouvernement de Tirana pousse néanmoins la transparence jusqu'à leur indiquer les coefficients de conversion en roubles russes qu'il retient pour les chiffrages en valeur de sa production industrielle. Ainsi, dans le secteur des machines et équipements industriels, 2,88 roubles équivalent à 36 lek³⁸.

De même, le gouvernement est-allemand n'hésite pas, dans un projet de rapport sur l'évolution de l'économie nationale adressé en 1959 aux autres membres du CAEM, à quantifier précisément les difficultés économiques auxquelles il fait face dans certains secteurs, notamment celui agricole. Se félicitant de l'élévation obtenue du taux de sucre des betteraves à sucre (de 15,21% en 1955 à 16,57% en 1959), Berlin déclare une récolte 1959 correspondant aux deux-tiers des volumes récoltés en 1958 et aux trois-quarts des volumes moyens pour la période 1955-1958³⁹.

La transparence est donc possible entre pays socialistes, même lorsque les objectifs de production, de consommation, d'exportations ou d'importations fixés par les plans ne sont pas atteints. C'est aussi dans cette précision – qui s'applique en sens inverse à tout résultat positif excédant les objectifs du plan – que se joue la crédibilité des statistiques mises en circulation par chaque État au CAEM et l'attractivité de toute coopération économique avec eux.

3. L'échec du projet de chiffres *socialistes* dans le système de guerre froide

- *Définir la dimension socialiste des chiffres qui circulent au CAEM*

Puisque leur altérité avec les méthodes statistiques occidentales n'est pas insurmontable, et que leur caractère secret est moins absolu qu'on a longtemps pu le dire, la question des critères permettant de parler de chiffres spécifiquement *socialistes* reste posée. C'est dans l'extension du contrôle public sur l'économie, centralement planifiée, que paraît résider l'originalité fondamentale d'un projet qui s'éloigne volontairement de la métrique économique occidentale (dé-mesure) pour construire une nouvelle économie-monde, définie par Fernand Braudel comme

« un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique »⁴⁰.

L'économie-monde socialiste constitue pendant la guerre froide la colonne vertébrale d'un système-monde⁴¹ dont l'ambition démesurée est de faire du « bloc » un espace attractif et approprié,

³⁸ BArch DE1-21805, *Material der albanischen Seite über Fragen des Volkseinkommens*, 28.1.1958, f. 50-55.

³⁹ BArch DE1-21805, *Bericht über die Entwicklung der Volkswirtschaft im Jahre 1959*, 15.2.1960, f. 138.

⁴⁰ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^{ème}-XVIII^{ème}*, Paris, Armand Colin, 1979, tome III, *Le temps du monde*, p. 402-416

⁴¹ Immanuel Wallerstein, « Système mondial contre système-monde : le dérapage conceptuel de Frank », *Sociologie et sociétés*, volume 22, n° 2, 1990, p. 219-222.

matériellement et symboliquement, par des États membres qui n'avaient historiquement que peu de relations économiques et étaient plus inscrits dans des échanges avec l'Europe occidentale⁴². Ce faisant, les socialistes associent dimensions politiques et économiques dans leurs processus de quantification des évolutions économiques. La politisation de ces chiffres, qui disqualifie toute métrologie réaliste au regard des Occidentaux dans la guerre froide, constitue cependant un travers identifié par les représentants des États membres du CAEM jusqu'aux plus hauts niveaux de responsabilité. La rhétorique ambitieuse des plans quinquennaux, qui soumettent la politique économique à des objectifs politiques, n'aveugle pas les gouvernements sur les limites de la quantification socialiste. Dès 1952, le président de la commission est-allemande au plan, Bruno Leuschner, annote un rapport intitulé « aperçu de l'exécution des plans de l'URSS et des démocraties populaires européennes », qui indique à propos de la production d'énergie tchécoslovaque en 1951 que « bien que les objectifs du plan aient été dépassés, la demande de la population et de l'industrie n'a pas pu être satisfaite ». En marge de ce constat, Leuschner porte la mention manuscrite « très important ». Inversement, le même rapport souligne que « bien que les objectifs du plan n'aient pas été atteints à 3% près en Bulgarie, la production d'énergie électrique y a augmenté de 46% »⁴³. La discordance entre dimension politique des chiffres du plan quinquennal et réalité micro-économique est ici reconnue. Le président de la commission au plan est-allemande est ainsi attentif à ne pas s'en tenir à l'affichage politique d'un succès (dans le cas tchécoslovaque), et à pointer les problèmes réels que connaît un secteur industriel, ou à défaut à valoriser une tendance économique positive cachée derrière un chiffre politique symbole d'échec comme en Bulgarie.

Toutefois, les informations qui circulent au CAEM ne font pas nécessairement mention d'une réponse économique à ces constats. Au contraire, le manque de ressources propres et de solidarité pouvant être attendue des autres États membres dans des économies de pénurie, conduit à afficher une réponse idéologique à ces problèmes économiques. Alors que le ministère des chemins de fer polonais ne remplit en 1951 que 97% des objectifs du plan et que le transport de personnes se dégrade, la réponse apportée par le comité central du Parti consiste à « créer des sections politiques dans le secteur des chemins de fer »⁴⁴. C'est par la mobilisation idéologique que l'amélioration économique – à moyens constants – est attendue. Comme dans l'affiche de propagande de Guminer en 1931, l'engagement politique devient un facteur quantifiable de la mise en chiffres de l'économie socialiste permettant d'atteindre un équilibre dans une situation économique qui ne le permet pas.

La contrainte politique forte ainsi exercée sur la quantification des processus économiques pourrait laisser croire que se trouve là la dimension *socialiste* des chiffres échangés au CAEM. Elle illustre cependant des situations qui ne portent que sur l'économie planifiée et le secteur « socialiste », public. Si tous les États membres du CAEM ont renforcé le poids de ce secteur dans leur économie après 1945, il ne l'englobe pas totalement. L'économie socialiste représente 75% du revenu national polonais en 1952 et 86,6% de celui hongrois (dont 1,7% est fourni par le secteur capitaliste)⁴⁵. Lorsque la Hongrie décide de publier comme ses partenaires des statistiques sur le revenu national, ou « revenu du peuple » (*Volkseinkommen*), soulignant la dimension marxiste de ce nouvel

⁴² Thomas David, *Nationalisme économique et industrialisation. L'expérience des pays de l'Est (1789-1939)*, Genève, Droz, 2009.

⁴³ BArch DE1-12227, *Vergleichende Übersicht über die Planerfüllung der UdSSR und der europäischen Volksdemokratien im Jahre 1952*, f. 7.

⁴⁴ *Idem.*, f. 13.

⁴⁵ *Idem.*, f. 18.

indicateur, elle prend soin de les informer du mode de calcul spécifique qu'elle retient. Le gouvernement de Budapest subdivise sa population en trois catégories et non deux comme ses partenaires, ajoutant aux « ouvriers et employés » et aux « paysans » le « reste de la population », qui comprend les travailleurs à domicile, les petits commerçants, les fournisseurs de services, etc. et conclut :

« au regard de la part significative du secteur privé, nous devons aussi prendre en compte les achats aux fins de production et une part des revenus personnels, qui sont destinés à l'accumulation. L'écart avec la méthode proposée signifie qu'en fonction de considérations économiques, nous ne déduisons pas la somme des services de la somme totale du revenu réel de la population »⁴⁶.

Le degré de politisation des indicateurs économiques n'est donc pas le même partout dans les États du CAEM, et ne peut constituer qu'imparfaitement le plus petit dénominateur commun de la définition de chiffres *socialistes*. Ceux-ci sont malgré tout revendiqués par les pays les plus ouverts sur l'Occident comme la Hongrie, qui publie ses statistiques économiques selon les normes occidentales dès 1968 mais conserve une publication parallèle selon les normes propres au CAEM⁴⁷.

- *Construire le bloc par les chiffres*

Ce succès en demi-teinte des chiffres harmonisés entre partenaires socialistes a paradoxalement fortement contribué au renforcement de l'organisation internationale qui les agrège et les diffuse depuis les années 1950. Peu de temps après la création au CAEM de la commission permanente pour les questions économiques en 1959, le rapport de la délégation est-allemande sur son activité indique en 1963 que « dans une certaine mesure, le nombre insuffisant de cadres attribués à la division du CAEM [pour les questions économiques] a été une cause du caractère encore insatisfaisant du travail »⁴⁸. Les représentants est-allemands appellent alors Berlin à pourvoir rapidement les postes d'experts qu'ils s'est engagé à déléguer au Conseil à Moscou.

Le CAEM occupe en effet une position originale dans l'espace socialiste, dans la mesure où il constitue un guichet unique de centralisation, d'harmonisation puis de mise en circulation d'informations quantitatives sur les économies-membres, tant entre elles qu'à destination d'autres organisations internationales qui se chargent de les diffuser en Occident⁴⁹.

Le processus de collection, d'harmonisation, de comparaison d'une multitude d'indicateurs statistiques renforce l'organisation internationale en ce qu'il lui permet de produire un discours qui dit l'existence de l'internationalisme socialiste en actes. Ces informations chiffrées sont publiées dans des supports dédiés qui circulent à travers les frontières des États membres et à travers le rideau de fer. Le bulletin économique édité de manière trimestrielle par le secrétariat du CAEM depuis 1961 et son bulletin statistique annuel sont copiés par les commissions permanentes, qui publient à partir des années 1960 leurs journaux ou bulletins techniques et créent ainsi un espace public socialiste.

⁴⁶ BArch DE1-21805, *Materialien der ungarischen Seite über Fragen des Volkseinkommens*, 3.2.1958, f.73.

⁴⁷ Lorenzo Fioramonti, *Gross Domestic Problem. The Politics behind the World's most Powerful Number*, Londres, Zedbooks, 2013, p. 35.

⁴⁸ BArch DE100-199, *Bericht über die Verwirklichung...*, *op. cit.*, p. 11.

⁴⁹ Notamment l'PECE et l'Institut International de Statistiques de La Haye, cf. Simon Godard, « Les calculs intéressés de la guerre froide... », *art. cit.*

Dans ses publications, l'organisation internationale fait émerger l'idée d'un intérêt du camp socialiste, qu'elle distingue des intérêts nationaux des États membres. Le concept devient si prégnant qu'il est repris par les délégations nationales elles-mêmes. Dans ses propositions pour la coordination au CAEM des plans à dix ou quinze ans, la partie est-allemande souligne en 1957 que l'organisation a pour but « le renforcement de l'ensemble du camp socialiste dans l'intérêt de chacun de ses États membres » et devrait avoir pour mission principale « d'analyser et de présenter les points de vue de l'évolution économique globale du camp socialiste »⁵⁰. En 1959, la partie tchécoslovaque assigne à la commission permanente pour les questions économiques la charge d'analyser les intérêts économiques nationaux et l'intérêt du camp socialiste, sans encore les opposer⁵¹. En 1963, la délégation est-allemande dans le groupe de travail sur la comparaison du rendement économique des investissements oppose ces deux intérêts plus nettement en évoquant la nécessité d'établir des comparaisons internationales des rendements réels « d'une part du point de vue des États pris individuellement et d'autre part du point de vue du camp socialiste considéré comme un tout unifié »⁵².

En se positionnant comme acteur autonome le mieux placé pour identifier un intérêt commun du bloc, distinct de ceux des États membres, l'organisation internationale opère une transgression par rapport au discours expert dont la rédaction lui est déléguée. Le CAEM construit un discours qui ne porte pas sur les chiffres eux-mêmes mais se construit à partir d'eux dans un but politique. L'usage des chiffres confère alors une image de rigueur et donne une autorité scientifique à l'agenda politique que déploie l'institution internationale concurrentement aux gouvernements des États membres qui pensent encadrer ses prérogatives. Le *logos* permet aux organes du CAEM de produire un *ethos* collectif, une identité du bloc socialiste dans son ensemble à travers des chiffres qui ne sont pas importants pour les grandeurs qu'ils représentent, ou leur incarnation d'une métrique réaliste, mais sont employés comme des chiffres valeurs⁵³. Ils doivent attester l'existence d'une économie internationale socialiste fonctionnant selon ses propres règles, tout en étant soucieuse de s'insérer dans les échanges mondiaux.

- *L'ouverture des années 1980 : vers la fin d'un projet de chiffres socialistes ?*

L'attractivité de la participation aux échanges mondiaux devient de plus en plus importante dans les années 1970 pour les démocraties populaires, malgré la crise économique qui touche l'Occident. C'est en effet sur ces marchés que peuvent être achetées machines et technologies permettant la modernisation d'économies socialistes qui voient les moteurs de leur croissance extensive s'éteindre à la fin des années 1960, et bénéficient d'un afflux de capitaux qui ne trouvent plus à l'Ouest⁵⁴. Dès 1972, les États membres du CAEM discutent de l'opportunité d'autoriser une convertibilité partielle en or et en devises de leur monnaie commune, le rouble transférable. Les représentants hongrois réclament jusqu'à la participation pleine et entière des pays socialistes à la révision du

⁵⁰ BArch DE1-1438, *Vorschläge der DDR für die Organisation der Arbeit zur Koordinierung der Perspektivpläne*, 17.8.1957, f. 1.

⁵¹ BArch DE1-21805, *Vorschläge der tschechoslowakischen Seite zum Programm der Arbeitskommission für ökonomischen Fragen*, f. 35.

⁵² BArch DE100-199, *Bericht der DDR-Delegation der ständigen Arbeitsgruppe „Vergleich des ökonomischen Nutzeffekts von Investitionen“*, 1963, p. 5.

⁵³ Paul Bacot, Dominique Desmarchelier, Sylvianne Rémi-Giraud, « Le langage des chiffres en politique », *Mots. Les langages du politique*, 2012, 100, p. 5-14.

⁵⁴ Richard Portes, « Effets de la crise sur les pays de l'Est », *Revue économique*, 30/6, 1979, p. 1091-1092.

système monétaire mondial, que l'URSS, la RDA ou la Tchécoslovaquie refusent catégoriquement⁵⁵.

L'idée de chiffres spécifiquement socialistes s'affaiblit encore dans les années 1980 avec la marginalisation du rôle du rouble transférable dans les échanges entre partenaires socialistes. La RDA et la Yougoslavie commercent ainsi en utilisant le dollar de compensation (*Verrechnungsdollar*) pour régler la balance de leurs échanges planifiés, bien que le dynamisme de ce commerce international entre socialistes soit entravé par la persistance d'un taux de change irréaliste entre dollar et dinar, fixé par le gouvernement yougoslave, qui rend la réalisation d'exportations vers la RDA défavorable au pays et pousse ses agents économiques à se tourner vers le marché intérieur plutôt qu'à honorer ces engagements internationaux en théorie privilégiés⁵⁶.

Finalement, en mars 1989, le tabou de la convertibilité du mark est-allemand en roubles transférables est brisé par le ministre des finances de la RDA, qui évoque plus largement l'idée d'établir des « taux de change économiquement fondés » entre monnaies des États membres du CAEM⁵⁷. L'URSS vient alors en effet d'imposer à l'agenda de l'organisation la transition vers un « marché intégré » et propose de lier le cours du rouble transférable au dollar, et plus à un titrage en or fixe, laissant ainsi flotter l'unité de compte commune des socialistes au rythme des fluctuations d'un marché mondial que le CAEM ne contrôle pas⁵⁸. Cet objectif, tardif, rompt avec la double dimension politique et économique de la quantification des prix socialistes pour aligner les chiffres du commerce international échangés au CAEM sur une rationalité purement économique définie hors du monde socialiste.

Lorsque l'URSS et les démocraties populaires européennes fondent le CAEM en 1949, elles donnent corps à une ambition démesurée : celle de créer un deuxième monde, à côté du « monde libre » occidental. La commune spécificité de leurs systèmes socio-économiques – des économies centralement planifiées par des régimes qui prétendent instaurer le « socialisme réel » – attribue un rôle central à la constitution d'une économie-monde dans ce projet. Le pilotage de celle-ci, comme des économies nationales, suscite la production de chiffres nouveaux, d'abord peu lisibles au regard des standards occidentaux, qui disent – dans tous les sens du terme – l'incommensurabilité de l'expérience socialiste. Pourtant, l'utopie d'un abandon de la métrique statistique occidentale, d'une dé-mesure de l'économie socialiste, ne parvient pas à faire système au CAEM. L'organisation internationale, tout en produisant une quantification qui mêle calculs politiques et économiques dans la production d'indicateurs sur le développement des économies membres, assure le maintien d'un lien entre marchés occidentaux et système d'échanges socialistes. C'est cette absence d'autonomie réelle par rapport aux principes de quantification capitalistes qui empêche les chiffres socialistes de trouver un sens en eux-mêmes et pour eux-mêmes, sapant l'attractivité des échanges Est-Est et aboutissant, *in fine*, à la disparition du CAEM et du monde socialiste.

⁵⁵ SAPMO-BArch DY3023-1311, 22. *Tagung der Ständigen Kommission des RGW für Valuta- und Finanzfragen*, 9.6.1972, f. 1949-152.

⁵⁶ BArch DE1-57558, *Information über Probleme der wirtschaftlichen Zusammenarbeit zwischen der DDR und der SFRJ*, 4.2.1980, p. 2.

⁵⁷ BArch DY30-7124, *Brief von Höfner an Günter Mittag*, 30.3.1989

⁵⁸ *Idem.*, *Standpunkt zum Vorschlag der UdSSR zum Kurs des transferablen Rubels zum Dollar*, 30.3.1989.